

quittent le paradis socialiste de l'Allemagne de l'Est? Allons-nous faire la guerre pour maintenir un statu quo que nous n'acceptons pas nous-mêmes, par rapport à Berlin-Ouest et une reconnaissance de l'Allemagne de l'Est? Voilà, à mon avis, les questions essentielles que nous devons, nous, Canadiens, porter à l'attention des peuples par voie de négociation.

Ce matin, conduisant ma voiture vers Ottawa, je n'ai pu m'empêcher d'être impressionné, tout comme le député d'York-Sud, parce qu'en dépit de tous nos progrès techniques et de toute la magie que peut maintenant accomplir le cerveau humain, nous semblons incapables d'harmoniser nos relations humaines. En passant près des groupes d'enfants qui attendaient en bordure de la route l'autobus qui devait les mener à l'école, je n'ai pu m'empêcher de sentir le tragique de la situation: alors que ces enfants se dirigeaient vers l'école, nous, députés au Parlement, nous dirigeons vers Ottawa pour discuter de guerre et de possibilités de guerre.

Encore une fois, il nous faut négocier. Il nous faut trouver, dans les deux camps, la zone de crainte, de terreur aveugle et irraisonnée. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a fait remarquer que l'OTAN a été instituée comme une organisation de défense. C'est bien vrai. Nous sommes d'accord là-dessus et nous reconnaissons que l'OTAN a joué un véritable rôle. Mais le secrétaire d'État aux Affaires extérieures avouera sûrement qu'il n'existe vraiment pas de ligne de démarcation entre les termes «défensif» et «offensif».

Lorsqu'il entend M. Adenauer parler d'une Allemagne libre et unie, lorsqu'il voit les troupes allemandes et qu'il se rappelle les conséquences de deux guerres mondiales, lorsqu'il voit qu'on érige des bases de projectiles balistiques intercontinentaux, M. Khrouchtchev, ou tout autre citoyen russe, peut-il vraiment considérer ces choses comme des mesures de défense? La reprise des essais nucléaires ne peut nullement nous sembler une mesure de défense, et nous ne pouvons comprendre comment on peut considérer cette initiative comme un moyen de maintenir la paix. Nous devons chercher à trouver les zones de la crainte. Nous devons découvrir une zone neutraliste. Dans cette région, nous devons séparer celle qui est susceptible de déclencher un conflit.

Le Canada est tout désigné pour servir de médiateur, pour donner et agir de plus en plus. Et pourquoi? Non seulement parce que le Canada est une puissance moyenne, mais parce que, géographiquement, il est situé au milieu des deux puissances rivales. Nous avons besoin de temps. Nous en avons désespérément besoin. Le rôle du Canada peut

[M. Pitman.]

consister à refroidir les esprits échauffés. Si l'on revient sur la dernière décennie, on est étonné de voir le nombre de problèmes qui paraissent alors insolubles. Nous pouvons revenir sur la situation du Moyen-Orient. J'ai lu des articles qui, je me le rappelle, ne voyaient pas de solution à ce problème. L'Égypte était déterminée, en vertu de sa politique étrangère, à anéantir l'État d'Israël et ne voulait accepter aucun compromis. Les Israéliens, déterminés à se développer, étaient pourvus d'armes occidentales modernes, et seule l'éventualité d'une guerre, qui dégènerait par la suite en conflit mondial, semblait possible.

Parce que le Canada a pris l'initiative à un moment donné, nous en sommes arrivés à une solution, non pas de longue portée, car nous ne pouvons trouver de solution de longue portée—et je reconnais totalement avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures que la tension fluctuera comme le mercure d'un baromètre—mais, du moins, une solution provisoire.

Rappelons-nous Chypre. Rappelons-nous les atrocités commises jour après jour par les Grecs et les Turcs et dont les soldats britanniques étaient les victimes. Et voici que, la semaine dernière, l'archevêque Makarios s'amène dans le rôle d'un homme de modération. Nous oublions que ces solutions ont empêché la guerre et qu'à un moment donné, elles auraient été qualifiées de mesures d'apaisement par l'un ou l'autre des camps.

Au cours de la guerre de Corée, les Nations Unies ont décidé à un moment donné d'unir la Corée et on ne voulait entendre alors aucune autre solution d'apaisement. Nous avons alors décidé de ne pas avoir de guerre, qui aurait résulté de l'emploi de certains armements ou du bombardement au nord de la rivière Yalu ou de l'emploi de certaines des usines militaires des pays qui participaient au conflit. Nous avons abouti à une solution et nous avons prévenu un conflit général. Ce n'est pas le moment de se tenir à l'écart et de se réjouir. J'ai ressenti de l'inquiétude lorsque j'ai entendu la première déclaration du premier ministre sur la possibilité de se servir de Berlin pour renforcer l'OTAN. Sa deuxième déclaration dans le discours de Winnipeg m'a bien réconforté. J'attends d'être transporté d'enthousiasme par une croisade d'un dynamisme sans précédent en vue d'obtenir la paix.

Ce ne sont pas seulement nos adversaires qui sont à craindre. Je m'inquiète lorsque j'entends des déclarations par des hommes que je n'irai pas jusqu'à qualifier de bellicistes, mais qui s'imaginent en toute bonne foi servir au mieux les intérêts du monde occidental et de la démocratie. Mais lorsqu'un homme prétend que nous devons peut-être porter